



CHAPITRE 47

Loi modifiant la charte de la cité de Québec

[Sanctionnée le 3 juin 1944]

CHAPTER 47

An Act to amend the charter of the city of Quebec

[Assented to, the 3rd of June, 1944]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Québec a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 19 George V, chapitre 95, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées, et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Pouvoir d'emprunt.

1. La cité de Québec est autorisée à emprunter les sommes suivantes subordonnement à l'approbation de la Commission municipale de Québec:

a) Cent mille dollars pour la construction de pavages permanents;

b) Cinquante mille dollars pour la réfection de la couche de surface des pavages;

c) Deux cent cinquante mille dollars pour être affectés à des dépenses de nature capitale pour des cliniques et pour promouvoir l'hygiène dans la cité de Québec;

d) Cinquante mille dollars pour construire deux raccords entre les conduites de trente et quarante pouces pour l'aqueduc de la cité.

Émission d'obligations.

2. Aux fins ci-dessus autorisées, la cité pourra émettre, sur résolution de son conseil, des obligations portant un intérêt

WHEREAS the city of Quebec has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 19 George V, chapter 95, and the acts amending it, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The city of Quebec is authorized to borrow the following amounts, dependent upon the approval of the Quebec Municipal Commission:

a. One hundred thousand dollars for the construction of permanent paving;

b. Fifty thousand dollars for resurfacing pavements;

c. Two hundred and fifty thousand dollars to be appropriated for capital expenditure for clinics and to promote health in the city of Quebec;

d. Fifty thousand dollars to build two connections between the thirty-inch and forty-inch mains for the city waterworks.

2. For the purposes authorized above, the city may, by resolution of its council, issue bonds, bearing interest at a rate not

n'excédant pas quatre pour-cent l'an payable semi-annuellement, remboursables par séries dans une période ne dépassant pas vingt ans.

exceeding four per cent per annum, payable half-yearly, repayable by series within a period not exceeding twenty years.

Durée
d'office.

3. La cité peut, par règlement, fixer à trois ans, à compter des élections générales alors suivantes, la durée des fonctions du maire et des échevins.

3. The city may, by by-law, fix the term of office of the mayor and aldermen at three years, as from the general elections then ensuing. Term of office.

Referendum.

Un règlement à cet effet n'entrera en vigueur que par l'approbation de la majorité des électeurs ayant voté à un referendum tenu à cette fin. Le vote à ce referendum sera pris au scrutin suivant les dispositions régissant les élections dans la cité, en autant qu'elles sont susceptibles d'application et qu'il n'y est pas dérogé par les présentes.

A by-law to such effect shall not come into force except upon the approval of the majority of the electors who have voted upon a referendum held for such purpose. The vote at such referendum shall be taken by ballot in accordance with the provisions governing elections in the city, in so far as they are applicable and not hereby derogated from. Referendum.

Liste des
électeurs.

La liste des électeurs, pour les fins d'un tel referendum, est celle prévue à l'article 40 de la charte de la cité, et dans chaque bureau de votation, seuls les électeurs dont le nom n'est pas accompagné de la lettre "X" ont droit de recevoir un bulletin de vote pour le referendum.

The list of electors, for the purposes of any such referendum, shall be that contemplated in article 40 of the city charter and, in each poll, only the electors whose names are not marked with the letter "X" shall be entitled to receive a ballot-paper for the referendum. List of electors.

Tenue du
referendum, etc.

Un tel referendum pourra être tenu en même temps qu'une élection générale; si le règlement est approuvé, la durée des fonctions de maire et des échevins, à compter de cette élection sera de trois ans.

Such referendum may be held at the same time as a general election. If the by-law is approved, the term of office of the mayor and aldermen, as from such election, shall be three years. Time of holding referendum, etc.

1929,
c. 95,
aa. 14, 15,
40, 65,
censés modifiés en
certain
cas.

A partir des élections générales à compter desquelles un tel règlement entrera en vigueur, les articles 14 et 15 de la charte de la cité seront censés modifiés de façon à fixer à trois ans la durée des fonctions du maire et des échevins, et les articles 40 et 65 de ladite charte seront censés modifiés de façon à prévoir la confection de la liste des électeurs et la présentation des candidats tous les trois ans, à commencer en l'année au cours de laquelle auront été tenues les premières élections générales auxquelles ledit règlement sera applicable.

From and after the general election from which any such by-law shall be in force, sections 14 and 15 of the city charter shall be deemed to be amended so as to fix the term of office of the mayor and of the aldermen at three years, and sections 40 and 65 of the said charter shall be deemed to be amended to provide for the making of the list of electors and the nomination of candidates every three years, beginning with the year in which the first general election is held to which the said by-law is applicable. 1929,
c. 95, ss.
14, 15, 40,
65, to be
deemed
amended
in certain
event.

1929,
c. 95,
aa. 241,
242, 244,
245, ab.

4. Les articles 241, 242, 244 et 245 de la loi 19 George V, chapitre 95 sont abrogés, et ce, à compter du premier mai 1945.

4. Sections 241, 242, 244 and 245 of the act 19 George V, chapter 95, are repealed, as from the 1st of May, 1945. 1929,
c. 95,
ss. 241,
242, 244,
245, re-
pealed.

1929,
c. 95,
a. 246,
remp.

5. L'article 246 de la loi 19 George V, chapitre 95, modifié par l'article 11 de la loi 20 George V, chapitre 110, est remplacé par le suivant à compter du premier mai 1945:

5. Section 246 of the act 19 George V, chapter 95, as amended by the act 20 George V, chapter 110, section 11, is replaced, as from the 1st of May, 1945, by the following: 1929,
c. 95,
s. 246, re-
placed.

Laveurs
non rési-
dants, non
taxables.

"246. La cité ne pourra imposer aucune taxe ou licence aux personnes ne résidant pas dans ses limites mais qui, sans exploiter de buanderie, y viennent chercher des lavages pour laver à leur domicile."

"246. The city shall not impose a tax or license on persons not residing within its limits but who, although not operating a laundry, come to the city to secure washing to be done at their domicile."

1929,
c. 95,
a. 255a,
aj.

6. La loi 19 George V, chapitre 95 est modifiée en ajoutant, après l'article 255, le suivant :

6. The act 19 George V, chapter 95, is amended by adding, after section 255 thereof, the following section:

Substitu-
tion ou
nu-pro-
priété pur-
gée par
vente
pour taxes
en certain
cas.

"255a. Lorsqu'un immeuble ou partie d'immeuble vacant d'une valeur municipale de quatre cents dollars ou moins appartenant à un ou plusieurs grevés de substitution ou à un ou plusieurs usufruitiers est vendu par le shérif pour des arrérages de taxes municipales ou scolaires, le décret purge l'immeuble ou partie d'immeuble ainsi vendu de l'usufruit ou de la substitution non ouverte, suivant le cas, et l'adjudicataire en devient définitivement propriétaire même à l'encontre du nu-propriétaire ou des appelés, suivant le cas.

"255a. Whenever the whole or part of a vacant immovable having a municipal valuation of four hundred dollars or less and belonging to one or more institutes in a substitution or to one or more usufructuaries is sold by the sheriff for arrears of municipal or school taxes, the sheriff's sale shall free the immovable or part of the immovable so sold from the usufruct or the unopened substitution, as the case may be, and the purchaser shall become definitely owner thereof even as against the proprietor in naked ownership or the substitutes, as the case may be.

Avis.

Toutefois, avant la vente, le trésorier de la cité fera signifier ou expédier par la poste, par lettre recommandée, au grevé et à l'appelé ou au curateur à la substitution, ou à l'usufruitier et au nu-propriétaire, suivant le cas, un avis indiquant le montant des taxes dues, portant que l'immeuble sera vendu par le shérif à défaut de paiement dans un délai de dix jours de la signification de cet avis ou de son dépôt au bureau de poste."

However, prior to the sale, the city treasurer shall cause to be served upon or sent by registered mail to the institute and the substitute or the curator to the substitution, or the usufructuary and the proprietor in naked ownership, as the case may be, a notice showing the amount of taxes due and stating that the immovable will be sold by the sheriff in default of payment within a delay of ten days from the service of such notice or from the mailing thereof."

1929,
c. 95,
a. 282d,
rempl.

7. L'article 282d de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 9 de la loi 7 George VI, chapitre 50, est de nouveau remplacé par le suivant :

7. Section 282d of the act 19 George V, chapter 95, as replaced by the act 7 George VI, chapter 50, section 9, is again replaced by the following:

Commua-
tion de
taxes sur
résidences
nouvel-
les.

"282d. Il sera loisible au conseil de la cité de Québec d'accorder une commutation de taxes municipales, excepté la taxe scolaire et la taxe de l'eau, sur toutes constructions qui seront érigées, à l'avenir, dans les limites de la cité, et qui seront occupées comme résidences pour la même famille. Pour jouir de la commutation, lesdites constructions devront être détachées ou semi-détachées et être d'une valeur cotisée de trois mille dollars au minimum.

"282d. The council may grant a commutation of municipal taxes, except the school tax and water rates, on any construction erected hereafter within the limits of the city, to be occupied as a residence for the same family. In order to benefit from such commutation the said construction must be detached or semi-detached and have an assessed value of at least three thousand dollars.

Étendue
de la com-
mutation.

Cette commutation sera de soixante-dix pour cent de la valeur cotisée pour la première année, et dix pour cent de moins chaque année, après la première, et ce, pendant sept ans, de manière qu'à l'expiration de sept ans, la commutation soit terminée et que le propriétaire soit obligé de payer le montant entier des taxes imposées.

Restric-
tion.

Ce pouvoir n'existera que pour six ans à compter du 12 avril 1940, et sera soumis à l'approbation de la Commission municipale de Québec.

Commua-
tion sur
certaines
résidences
à deux lo-
gements.

Cependant la même commutation pourra être accordée pour les maisons détachées ou semi-détachées ayant deux logements, à condition que le propriétaire habite lui-même un de ces logements et que la valeur de la maison soit d'au moins quatre mille cinq cents dollars non comprise la valeur du terrain."

Such commutation shall consist of seventy per cent of the assessed value for the first year, and ten per cent less for each year, after the first, and this for a period of seven years, so that, at the expiration of seven years, the commutation shall terminate and the owner shall be obliged to pay the entire amount of taxes imposed.

Extent of
commuta-
tion.

Such power shall exist only for six years counting from the 12th of April, 1940, and shall be submitted to the approval of the Quebec Municipal Commission.

Restric-
tion.

The same commutation may, however, be granted for detached or semi-detached houses having two dwellings, upon the condition that the owner himself inhabits one of such dwellings and that the value of the house is at least four thousand five hundred dollars exclusive of the value of the land."

Commua-
tion for
certain
two-fami-
lies dwell-
ings.

1929, c. 95,
a. 336,
am.

S. L'article 336 de la loi 19 George V, chapitre 95, est modifié comme suit:

a. En remplaçant le paragraphe 39 par le suivant:

Inspec-
tion des
produits
alimentai-
res, etc.

"39. Pour pourvoir à l'inspection de la viande, des volailles, du poisson, du gibier, du beurre, du fromage, du saindoux, des œufs, des légumes, de la farine, du lait, des produits de laiterie, des fruits et des autres produits alimentaires; pour pourvoir à la saisie, à la confiscation et à la destruction de tous les produits alimentaires qui paraissent gâtés ou malsains ou impropres à la consommation; pour défendre qu'il soit apporté dans la cité ou que quelqu'un garde en sa possession des produits qui paraissent gâtés ou malsains ou impropres à la consommation et pour définir les devoirs, pouvoirs et attributions des inspecteurs nommés à cette fin, et pour empêcher que tout animal et toute viande emportés dans la cité ne puissent y être vendus pour la consommation avant d'avoir été inspectés et estampés en la manière prescrite par le conseil;"

b. En ajoutant, après le paragraphe 39 le suivant:

Examen
médical de
certains
employés.

"39a. Pour obliger toute personne employée à la préparation ou à la manipulation d'aliments dans une boucherie, un

S. Section 336 of the act 19 George V, chapter 95, is amended as follows:

1929,
c. 95,
s. 336,
am.

a. By replacing paragraph 39 thereof by the following:

"39. To provide for the inspection of meats, poultry, fish, game, butter, cheese, lard, eggs, vegetables, flour, meal, milk, dairy products, fruit, and other food products; to provide for the seizure, confiscation and summary destruction of any food products which appear unsound, spoiled, unwholesome or unfit for consumption; to prohibit the bringing into the city or the having or keeping of apparently unsound, spoiled, or unwholesome products or of products apparently unfit for consumption, and to define the duties, powers and attributions of the inspectors appointed for that purpose, and to prevent any animal or meat, brought into the city, from being sold within its limits for consumption, before it has been inspected and stamped in the manner prescribed by the council;"

Inspection,
etc.,
of food
products.

b. By adding, after paragraph 39 thereof, the following paragraph:

"39a. To oblige every person employed in the preparing or handling of food in a butchery, abattoir, grocery store, hotel, Medical examination of certain employees.

abattoir, une épicerie, un hôtel, un restaurant ou un autre établissement public, à subir un examen médical annuel et à fournir au Service municipal d'hygiène un certificat médical attestant qu'elle n'est pas porteuse de germes susceptibles de transmettre une infection; pour défendre à toute personne tenant ou exploitant un établissement susmentionné de prendre ou garder à son emploi une personne qui n'est pas munie d'un certificat du Service municipal d'hygiène attestant qu'elle a fourni le certificat médical susmentionné;"

c. En remplaçant le paragraphe 111 par le suivant:

Circulation dans les rues.

"111. Pour régler ou interrompre la circulation dans les rues de la cité lorsqu'on y exécute des travaux d'amélioration publique dûment autorisés y compris le service d'enlèvement, de grattage ou de soufflage de la neige ou dans les cas d'incendie;"

d. En remplaçant le paragraphe 154 remplacé par l'article 67 de la loi 1 George VI, chapitre 102, et modifié par l'article 22 de la loi 3 George VI, chapitre 102, par le suivant:

Enlèvement de la neige par la cité, etc.

"154. Pour décréter que la cité se chargera de l'enlèvement de la neige ou de la glace dans ses rues, ou dans quelques-unes, ou dans certaines parties de ses rues, ainsi que sur les trottoirs de ses rues ou parties de rues; pour décréter que la cité, au lieu de faire l'enlèvement de la neige et de la glace, tel que ci-dessus, se chargera de faire le grattage ou le soufflage de la neige, en laissant aux propriétaires riverains l'enlèvement de la neige ou de la glace des rues, parties de rues et trottoirs en, par eux, payant le coût réel dudit grattage ou soufflage; pour obliger les personnes tenues à l'enlèvement de la neige ou de la glace à rembourser à la cité le coût réel de l'enlèvement, par la cité, de la neige ou de la glace, déduction faite de ce qui doit être payé par The Quebec Railway, Light & Power Company, ou par toute autre compagnie de tramway électrique dans les rues traversées par ce tramway électrique, et pour régler le mode de recouvrement et de perception de la dépense faite par la cité à cette fin;

restaurant or other public establishment, to undergo an annual medical examination and to supply the Municipal Board of Health with a medical certificate setting forth that he is not a germ carrier liable to spread infection; to forbid any keeper or operator of an above-mentioned establishment to employ or keep in his employ any person not in possession of a certificate of the Municipal Board of Health attesting that he has furnished the above-mentioned medical certificate;"

c. By replacing paragraph 111 thereof by the following:

"111. To regulate or interrupt traffic in the streets of the city, whenever works of public improvement, duly authorized, including the service of removing, scraping or blowing away the snow, are being performed thereon, or in case of fire;"

Traffic control.

d. By replacing paragraph 154 thereof, as replaced by the act 1 George VI, chapter 102, section 67, and amended by the act 3 George VI, chapter 102, section 22, by the following:

"154. To declare that the city shall undertake to remove snow or ice from its streets or from some of the said streets or from certain portions of the said streets as well as from the sidewalks of such streets or parts of streets; to declare that the city, instead of removing snow and ice, as above, shall undertake to scrape or blow away the snow, leaving to the bordering property-owners the removal of the snow or ice from the streets, parts of streets and sidewalks, they paying the actual cost of the scraping or blowing away; to compel the persons obliged to remove such snow or ice to repay the city the actual cost of the removal of such snow or ice by the city, after deducting what has to be paid by the Quebec Railway, Light and Power Company or any other electric tramway company on such streets as are traversed by such electric tramway, and to regulate the manner of recovering and collecting the expense incurred by the city for that object; and, while awaiting recovery, the city is authorized

Removal of snow, etc.

et, en attendant le recouvrement, la cité est autorisée à emprunter, sur bons du trésor, le montant nécessaire pour payer cette dépense.

Répartition du coût d'enlèvement de la neige. Le coût de l'enlèvement, du grattage ou du soufflage de la neige ou de la glace dans chaque rue sera réparti entre les propriétaires riverains suivant la longueur de leurs propriétés en bordure de telle rue; mais il pourra aussi, à la discrétion du conseil, être basé sur l'évaluation des propriétés immobilières, ou sur la longueur des propriétés et l'évaluation combinées.

Idem. Si l'enlèvement de la neige est municipalisé en entier dans la cité, le conseil pourra répartir le coût dudit enlèvement de la neige sur l'évaluation des terrains seulement.

Fonds de réserve. La cité est autorisée à inclure dans le coût de l'enlèvement, du grattage ou du soufflage de la neige, en tout endroit où ledit service est municipalisé, un certain montant en vue de créer un fonds de réserve pour stabiliser le coût de tel service;"

e. En remplaçant le paragraphe 193, édicté par l'article 27 de la loi 4 George VI, chapitre 74, par le suivant:

Règlementation des distributeurs automatiques, etc. "193. Pour régler les distributeurs automatiques et les jeux mécaniques, déterminer les endroits où ils pourront être placés et à quelles conditions ils pourront l'être, ou imposer une licence.

"distributeurs automatiques". Pour les fins du présent paragraphe, les mots "distributeurs automatiques" désignent tout appareil mécanique ou mécanisme quelconque servant exclusivement, au moyen de pièces de monnaie ou de jetons, à la vente d'une marchandise quelconque et d'une valeur marchande généralement reconnue mais ne comprenant pas les postes publics de téléphone.

"jeux mécaniques". Les mots "jeux mécaniques" désignent tout appareil, table, tableau, phonographe, ou mécanisme mis à la disposition du public pour fins d'amusement et fonctionnant au moyen de pièces de monnaie ou de jetons, ou tout appareil dont le fonctionnement dépend de quelque manière de l'adresse ou du jugement de la personne qui le fait fonctionner; mais ce terme n'inclut pas les appareils dont l'usage ou la

to borrow by means of treasury bonds the amount necessary to pay such expense.

The cost of removing, scraping or blowing away the snow or ice in every street shall be apportioned between the bordering property-owners according to the length of their properties measured along such street; but such cost may also be based, at the council's option, on the valuation of the immoveable properties, or on the length of the properties and the valuation combined.

If the removal of snow is wholly municipalized in the city, the council may apportion the cost of the said snow removal upon the valuation of the lands only.

The city is authorized to include in the cost of removing, scraping or blowing away the snow, wherever the said service is municipalized, a sum to create a reserve fund to stabilize the cost of such service;"

e. By replacing paragraph 193 thereof, as enacted by the act 4 George VI, chapter 74, section 27, by the following:

"193. To regulate slot-machines and mechanical games, to determine where they may be placed and upon what conditions, or to impose a license.

For the purposes of this paragraph, "Slot-machine" means any mechanical device or mechanism whatsoever used exclusively, by means of a coin or a counter, in the sale of any merchandise having a generally recognized merchantable value but does not include public telephone stations.

The words "mechanical games" mean any device, table, panel, phonograph or mechanism placed at the disposal of the public for purposes of amusement and operated by means of a coin or counter, or any device the operation whereof is dependent in some way upon the skill or judgment of the person operating it; but such expression does not include devices whereof the use or keeping is prohibited

garde est prohibé par la loi parce qu'il constitue des jeux de hasard ou pour toute autre raison.

Prix de la licence.

Le prix de la licence exigé pour les distributeurs automatiques pourra être différent de celui exigé pour les jeux mécaniques.

Maximum en certain cas.

Cependant pour les distributeurs automatiques servant à la vente d'une marchandise dont le prix est inférieur à dix cents, la licence ne pourra excéder quinze dollars pour chaque distributeur automatique;"

by law because they are games of chance or for any other reason.

The cost of the license required for slot-machines may be different from that required for mechanical games.

Cost of license.

However, for slot-machines used in the sale of merchandise of which the price is under ten cents, the license shall not exceed fifteen dollars for each slot-machine;"

Maximum in certain case.

1929, c. 95, a. 388, remp.

9. L'article 388 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

Adoption de règlements.

"388. Tout règlement doit être lu deux fois par le conseil à des assemblées régulières ou spéciales et séparées, avant d'être adopté définitivement, et soumis au lieutenant-gouverneur en conseil, et, après avoir été lu une première fois, avis public en est donné deux fois dans un journal français et deux fois dans un journal anglais, sous la signature du greffier, et cet avis fait mention de l'objet du règlement, de la date où il a été lu pour la première fois, de l'endroit où il peut en être pris communication et du jour auquel il sera lu la deuxième fois; et il doit s'écouler au moins deux jours francs entre le jour de la dernière publication et celui de la seconde lecture; ledit règlement pourra être modifié ou amendé à la seconde lecture, si le conseil le juge à propos, sans qu'il soit nécessaire de publier d'autre avis avant l'adoption finale du règlement, à moins qu'il en soit ordonné autrement par résolution du conseil; et la seconde lecture étant faite, le règlement est définitivement adopté et entre en vigueur."

Avis.

9. Section 388 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following:

1929, c. 95, s. 388, replaced.

"388. Every by-law shall be read twice by the council at a regular or special and separate meeting before being finally adopted and submitted to the Lieutenant-Governor in Council, and, after having passed its first reading, public notice thereof shall be given twice in a French newspaper and twice in an English newspaper, over the signature of the clerk, and such notice shall mention the object of the by-law, the date when it passed its first reading, the place where it may be examined and the day on which it shall receive its second reading; and an interval of at least two clear days shall elapse between the last notice and such second reading; such by-law may be altered or amended at such second reading, if the council see fit, without it being necessary to publish any other notice before final adoption of the by-law, unless it is otherwise ordered by resolution of the council; and after passing its second reading the by-law shall be finally adopted and come into force."

Passing of by-laws.

Notice.

1929, c. 95, a. 420, remp.

10. L'article 420 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

Contribution pour trottoirs.

"420. Si le propriétaire d'un terrain, tenu de faire un trottoir dans l'une des rues de la cité, offre à cette dernière de faire ce trottoir en pierre, ou en blocs d'asphalte, en asphalte ou en ciment, le tout sur une fondation en béton d'au moins quatre pouces d'épaisseur, dans ce cas, si l'ingénieur de la cité a autorisé et accepté telle confection, la cité remboursera audit propriétaire la moitié du coût ou de la

10. Section 420 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following:

1929, c. 95, s. 420, replaced.

"420. If the proprietor of land who is bound to make a sidewalk in any street of the city offers the latter to make the sidewalk in stone, in asphalt blocks, in asphalt or in cement, the whole upon a concrete foundation at least four inches thick, in such case, if the city engineer has authorized and accepted the same, the city shall repay to the said proprietor one-half of the cost or of the value of the said

Contribution for sidewalks.

valeur de ces travaux; pourvu que, cependant, dans aucun cas, la cité ne soit appelée à payer plus qu'un dollar et cinquante cents par verge carrée, pour sa part du coût ou de la valeur."

work; provided, however, that the city shall in no case be called upon to pay more than one dollar and fifty cents per square yard for its share of the cost or value."

1929, c. 95, aa. 511, 512, remp. **11.** Les articles 511 et 512 de la loi 19 George V, chapitre 95, sont remplacés par les suivants:

Introduc-
tion de
l'eau, etc. **"511.** Il est du devoir de la cité d'introduire l'eau de l'aqueduc et le drainage dans toutes les rues de la cité où le revenu de l'eau égalera au moins six pour cent du coût de l'introduction de l'eau et du drainage.

Tuyaux
plus gros. Le présent article s'applique lorsque la cité décide de remplacer soit des tuyaux d'aqueduc ou de drainage par des tuyaux plus gros, pourvu cependant que le montant annuel de deux cent mille dollars édicté ci-dessous ne soit jamais dépassé.

Emprunt. **"512.** Pour les fins de l'article 511, la cité est autorisée à emprunter annuellement, sur résolution de son conseil, une somme n'excédant pas deux cent mille dollars."

1929, c. 95, a. 541, remp. **12.** L'article 541 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

Permission
de la Com-
mission
des
Champs
de Bataille
Natio-
naux pour
exécution
de travaux
dans cer-
taine
zone. **"541. 1.** Personne ne fera ou ne fera faire aucun travail d'érection, de réfection, de modification ou de réparation d'une construction sur l'étendue d'une zone de cent pieds de largeur bordant les avenues, allées ou terrains de la Commission des Champs de Bataille Nationaux ainsi que les immeubles affectés en sa faveur par le gouverneur en conseil, sans avoir obtenu la permission écrite de la Commission des Champs de Bataille Nationaux, sur demande accompagnée de plans et devis et indiquant la position que la construction doit occuper par rapport aux immeubles de la Commission;

Assenti-
ment pré-
alable au
permis. **2.** Aucun permis d'érection, de réfection, de modification ou de réparation d'une construction dans la susdite zone de cent pieds ne sera émis par la cité de Québec ou autre corporation municipale ou autorité sans avoir au préalable obtenu l'assentiment, par écrit, de la Commission des Champs de Bataille Nationaux;

Inspec-
tion. **3.** La Commission des Champs de Bataille Nationaux pourra, de temps en

11. Sections 511 and 512 of the act 19 George V, chapter 95, are replaced by the following sections:

"511. The city shall introduce drains and water from the waterworks into all the streets of the city in which the revenue from the water shall equal at least six per cent of the cost of the introduction of the drains and water.

This section shall apply whenever the city may decide to replace the waterworks' pipes or the drainage pipes by larger pipes, provided, however, that the annual sum of two hundred thousand dollars hereinafter prescribed be never exceeded.

"512. For the purpose of section 511, the city is authorized to borrow each year, on a resolution of its council, a sum not to exceed two hundred thousand dollars."

12. Section 541 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following:

"541. 1. Nobody shall do or have done any work of erecting, reconstructing, altering or repairing any building within a zone of one hundred feet in width bordering the avenues, alleys or grounds of the National Battlefields Commission as well as the immoveables set apart for it by the Governor in Council, without having obtained the written permission of the National Battlefields Commission, upon request accompanied by plans and specifications and indicating the site that the building is to occupy in relation to the immoveables belonging to the Commission.

2. No permit for the erecting, reconstructing, altering or repairing of a building in the above-mentioned zone of one hundred feet shall be issued by the city of Quebec or other municipal corporation or authority without having previously obtained the consent, in writing, of the National Battlefields Commission.

3. The National Battlefields Commission may, from time to time, have an

1929, c. 95, ss. 511, 512, replaced.

Drains, etc., in streets.

Increase in size of pipes.

Borrowing.

1929, c. 95, s. 541, replaced.

Permis-
sion of
National
Battle-
fields
Commis-
sion for
work in
certain
zone.

Consent
before
permit
issued.

Inspection.

temps, faire inspecter tous bâtiments en cours de construction et tout travail qui s'y rapporte, et le propriétaire, le constructeur ou toute personne chargée du soin de toute telle construction sera tenue d'en faciliter l'accès à toutes ses parties et de ne point l'interrompre. La Commission pourra arrêter toute construction qu'elle jugera contraire aux dispositions du présent article;

inspection made of all buildings in course of construction and any work in connection therewith, and the owner, the builder or any person entrusted with said construction shall be bound to facilitate access to all parts thereof without interruption. The Commission may put a stop to any construction which it deems contrary to the provisions of this section.

Construc-
tions au-
torisées.

4. L'on ne pourra construire dans la susdite zone de cent pieds aucune autre construction qu'une résidence privée d'un seul logement, servant exclusivement de maison d'habitation, pour une seule famille ou faite pour être habitée par une seule famille, d'une valeur d'au moins \$9,000.00, isolée et dont les œuvres extérieures soient à une distance d'au moins vingt pieds des immeubles de la Commission des Champs de Bataille Nationaux, et à au moins six pieds des lignes latérales de l'emplacement sur lequel cette maison sera construite; mais, en aucun cas, quelles que soient l'orientation et la position de cette maison, l'on ne devra considérer, au point de vue des présentes, comme ligne latérale de l'emplacement, la ligne qui le sépare des immeubles de la Commission;

4. There shall not be built within the said zone of one hundred feet any building other than a private residence of one dwelling used exclusively as a dwelling-house, for one family or built to be occupied by one family, of a value of at least \$9,000.00, detached, the exterior of which is at a distance of at least twenty feet from the property of the National Battlefields Commission, and at least six feet from the side lines of the site on which such house is to be built; but, in no event, whatever be the orientation and position of such house, shall the line separating such site from the property of the Commission be considered, for the present purposes, as the side line of the site.

Buildings
authoriz-
ed.

Excep-
tions.

5. Sont exceptés des prohibitions du paragraphe précédent:

5. The following are excepted from the prohibitions of the preceding subsection:

(a) Les terrains et parties de terrains formant partie de la ci-devant Ferme du Séminaire, qui longent le côté nord de l'allée du Parc, désignée sous le nom de l'Avenue des Bernières;

a. The lots and parts of lots forming part of the former Seminary Farm, which extend along the north side of the Park alley, known under the name of Avenue des Bernières;

(b) Les terrains et parties de terrains adjacents à la propriété de la Commission, qui appartiennent actuellement aux Révérends Pères Dominicains du couvent de Québec, et cela tant qu'ils seront la propriété desdits Révérends Pères Dominicains;

b. The lots and parts of lots adjoining the property of the Commission, which at present belong to the Reverend Dominican Fathers of the Quebec Monastery, and this as long as they are the property of the said Dominican Fathers;

(c) Les terrains et parties de terrains situés au sud de la Grande Allée, près de la porte Saint-Louis, sur le lot numéro quatre mille quatre cent trente-sept (4437) du cadastre de la cité de Québec, qui appartiennent actuellement au Quebec Skating Club, et cela tant qu'ils seront la propriété dudit Quebec Skating Club;

c. The lots and parts of lots on the south side of Grande Allée, near St. Louis Gate, on the lot number four thousand four hundred and thirty-seven (4437) of the cadastre of the city of Quebec, which at present belong to the Quebec Skating Club, and this as long as they are the property of the said Quebec Skating Club;

(d) Les terrains et parties de terrains situés au sud de la Grande Allée, près de la porte Saint-Louis, étant une subdivision du lot numéro quatre mille quatre cent

d. The lots and parts of lots on the south side of Grande Allée, near St. Louis Gate, being a subdivision of lot number four thousand four hundred and thirty-

Excep-
tions.

trente-sept (4437) du cadastre de la cité de Québec, qui appartiennent actuellement au Victoria Curling Club, et cela tant qu'ils seront la propriété dudit Victoria Curling Club, et qu'ils seront utilisés pour ses fins sportives.

Dépendances.

6. La Commission pourra, nonobstant les prohibitions ci-dessus, permettre dans les limites de ladite zone la construction de dépendances qu'elle jugera utiles; mais il ne sera construit qu'une seule résidence privée par emplacement dans la susdite zone de cent pieds;

Démolition au cas de contravention.

7. La Cour Supérieure du district de Québec, à la demande de la Commission des Champs de Bataille Nationaux, ordonnera la démolition, aux frais du propriétaire d'un terrain, de tout travail d'érection, de réfection, de modification ou de réparation de toutes constructions qui seront commencées ou faites en contravention avec les dispositions ci-dessus;

Dispositions de règlements remplacées.

8. Les clauses du règlement No 45 de la ci-devant ville de Montcalm et les clauses des règlements Nos 24*n* et 24*l* de la cité de Québec, se rapportant à la construction sur les terrains bordant l'avenue des Braves et les terrains adjacents à la propriété de la Commission des Champs de Bataille Nationaux, incompatibles avec les dispositions des paragraphes ci-dessus, sont en conséquence abrogées et remplacées par les dispositions ci-dessus.

Exceptions.

13. Sont exceptés des prohibitions du paragraphe 4 de l'article 541 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 12 de la présente loi:

(a) L'immeuble connu et désigné comme le quart est du lot numéro cinquante-sept, les lots numéros cinquante-huit et cinquante-neuf et la demie est des lots numéros soixante-deux et soixante-trois des subdivisions du lot originaire numéro vingt-six-A ($\frac{1}{4}$ E.57, 58, 59 et $\frac{1}{2}$ E.62 et 63 de 26-A) du cadastre officiel pour la paroisse Notre-Dame de Québec, Banlieue, où est construit "l'Hôpital Bellevue", tant que ledit immeuble sera occupé comme hôpital. Il devra n'y avoir aucun panneau-réclame ou annonce, sauf ce qui existe actuellement;

(b) L'immeuble numéros cent dix-neuf, cent vingt, cent vingt et un et cent vingt-deux de la subdivision quatre mille quatre

seven (4437) of the cadastre of the city of Quebec, which at present belong to the Victoria Curling Club, and this so long as they shall remain the property of the Victoria Curling Club and shall be used for sporting purposes.

6. The Commission may, notwithstanding the above prohibitions, permit within the limits of the said zone the erection of dependencies which it may deem useful; but one private residence only shall be constructed per site within the zone of one hundred feet above mentioned.

Dependencies.

7. The Superior Court of the district of Quebec, at the request of the National Battlefields Commission, shall order the demolition, at the expense of the proprietor of the lot, of any work of erection, reconstruction, alteration or repair of buildings that will be begun or erected in violation of the above provisions.

Demolition in case of contravention.

8. The clauses of by-law No. 45 of the former town of Montcalm, and the clauses of by-laws 24*n* and 24*l* of the city of Quebec, relating to building on lots bordering Avenue des Braves and lots adjoining the property of the National Battlefields Commission, inconsistent with the provisions of the above subsections, are accordingly repealed and replaced by the above provisions.

Clauses of by-laws replaced.

13. The following are excepted from the prohibitions of subsection 4 of section 541 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 12 of this act:

Exceptions.

a. The immovable known and designated as the east quarter of lot number fifty-seven, lots numbers fifty-eight and fifty-nine and the east half of lots numbers sixty-two and sixty-three of the subdivisions of the original lot number twenty-six-A ($\frac{1}{4}$ E.57, 58, 59 and $\frac{1}{2}$ E. 62 and 63 of 26-A) of the official cadastre for the parish of Notre-Dame de Québec, Suburbs, where Bellevue Hospital is built, so long as the said immovable shall be occupied as a hospital. No signboard or advertisement shall be permitted there, except that which exists at present;

b. The immovable numbers one hundred and nineteen, one hundred and twenty, one hundred and twenty-one, and

cent trente-sept, (119, 120, 121 et 122 de 4437) des plan et cadastre pour le quartier Montcalm en la cité de Québec, situé au coin nord-est des avenues Lansdowne et Laurier, en ladite cité de Québec, où une maison exclusivement d'habitation pour un seul logement a été transformée en une maison de plusieurs logements, tant que ledit immeuble demeurera dans l'état actuel.

one hundred and twenty-two of subdivision four thousand four hundred and thirty-seven (119, 120, 121 and 122 of 4437) of the plan and cadastre of Montcalm ward in the city of Quebec, situated at the north-east corner of Lansdowne and Laurier avenues, in the said city of Quebec, where a house exclusively a dwelling-house for one dwelling only has been transformed into a house of several dwellings, so long as the said immovable remains in the present state.

Frais d'action. Le propriétaire de l'immeuble visé au paragraphe *b* du présent article devra payer, dès que requis, à l'avocat de la Commission des Champs de Bataille Nationaux, les frais judiciaires de l'action intentée contre lui par cette dernière.

The proprietor of the immovable contemplated in paragraph *b* of this section shall pay, when required, to the attorney of the National Battlefields Commission the legal costs of the action brought against him by this commission.

1929, c. 95, aa. 545a, 545b, aj. **14.** La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en ajoutant après l'article 545 les suivants:

14. The act 19 George V, chapter 95, is amended by adding, after section 545 thereof, the following sections:

Contrat avec assureurs pour pensions. "545a. Au lieu de continuer elle-même l'administration d'un tel fonds de pension, la cité, après entente avec les membres du fonds de pension des employés de la cité mentionnés à l'article 545 et avec la recommandation du surintendant des assurances, peut contracter avec le gouvernement fédéral ou avec une ou des compagnies d'assurance-vie ou toute autres compagnies ou institutions émettant des rentes viagères, pour assurer des pensions de retraite à ces employés.

"545a. The city, instead of continuing to manage such pension fund itself, may, after agreement with the members of the city employees' pension fund mentioned in section 545 and with the recommendation of the Superintendent of Insurance, contract with the Federal Government or with one or more life insurance companies or any other companies or institutions which issue life-rents, to assure retiring pensions for such employees.

Abandon du système de pensions. Après l'entrée en vigueur d'un tel contrat, la cité ne peut abandonner le système de pensions prévu par le présent article qu'après nouvelle entente avec ces employés et l'autorisation de la Législature.

After the coming into force of any such contract, the city may abandon the pension system contemplated by this section but only after a new agreement with such employees and the authorization of the Legislature.

Remboursement de contributions. Tel contrat devra stipuler qu'au cas où un employé est destitué ou quitte le service de son plein gré, ses seules contributions lui seront remises, les contributions de la cité étant retournées à la cité. Cependant un employé aura le privilège de prendre sa retraite après avoir atteint l'âge de soixante ans, la pension étant réduite en conséquence.

Such contract must stipulate that in the event of an employee being dismissed or leaving the service of his own accord, his own contributions only shall be returned to him, the contributions of the city being returned to the city. But an employee shall be entitled to retire after reaching the age of sixty years, the pension being reduced accordingly.

Retraite facultative à soixante ans. "545b. La cité peut, par règlement et sur paiement de contributions de la part des membres, pourvoir à la création d'un fonds de pension pour les employés de ses services extérieurs et en déterminer les conditions.

"545b. The city may, by by-law and upon payment of contributions by the members, provide for the creation of a pension fund for the employees of its outside services and determine the conditions thereof.

Costs of suit.

Contract with insurers for pensions.

Abandonment of pension system.

Return of contributions.

Optional retirement at sixty.

Pensions for outside services.

Contrat
avec assu-
reurs
pour pen-
sions.

Au lieu d'administrer elle-même un tel fonds de pension, la cité, après entente avec les employés mentionnés au paragraphe précédent, peut contracter avec le gouvernement fédéral ou avec une ou des compagnies d'assurance-cie ou toutes autres compagnies ou institutions émettant des rentes viagères, pour assurer des pensions de retraite à ces employés.

Abandon
du systè-
me de
pensions.

Après l'entrée en vigueur d'un tel contrat, la cité ne peut abandonner le système de pensions prévu par le présent article qu'après nouvelle entente avec ces employés et l'autorisation de la législature.

Rembour-
sement de
contribu-
tions.

Tel contrat devra stipuler qu'au cas où un employé est destitué ou quitte le service de son plein gré, ses seules contributions lui seront remises, les contributions de la cité étant retournées à la cité. Cependant un employé aura le privilège de prendre sa retraite après avoir atteint l'âge de soixante ans, la pension étant réduite en conséquence.

Retraite
facultative
à soixante
ans.

Approba-
tion re-
quise.

Tout règlement adopté en vertu du présent article est soumis à l'approbation préalable du surintendant des assurances et de la Commission municipale de Québec."

1929,
c. 95,
a. 547,
remp.

15. L'article 547 de la loi 19 George V, chapitre 95, modifié par l'article 78 de la loi 1 George VI, chapitre 102, est remplacé par le suivant:

Commis-
sion d'ur-
banisme.

"**547.** La cité est autorisée à nommer, de concert avec le gouvernement, une commission d'urbanisme (*town-planning*), pour toute l'étendue de son territoire, laquelle commission sera composée de six membres dont trois nommés par le conseil dont le maire *ex officio*, et les trois autres par le gouvernement. Cette commission sera connue sous le nom de "La Commission d'urbanisme et de conservation de Québec.

Division
en zones.

Sous réserve des dispositions de l'article 541, ladite Commission est autorisée à diviser les différentes parties de la cité en plusieurs zones et elle fera approuver ladite division par le conseil; elle est autorisée à contrôler l'apparence architecturale et la symétrie des constructions dans ces différentes zones; et, nonobstant tout règlement de construction, elle est autorisée à

Refus de
perrais.

Instead of managing such pension fund itself, the city may, after agreement with the employees mentioned in the preceding paragraph, contract with the Federal government or with one or more life insurance companies or any other companies or institutions which issue life-rents, to assure retiring pensions for such employees.

Contract
with insur-
ers for
pensions.

After the coming into force of any such contract, the city may abandon the pension system contemplated by this section but only after a new agreement with such employees and the authorization of the Legislature.

Abandon-
ment of
pension
system.

Such contract must stipulate that in the event of an employee being dismissed or leaving the service of his own accord, his own contributions only shall be returned to him, the contributions of the city being returned to the city. But an employee shall be entitled to retire after reaching the age of sixty years, the pension being reduced accordingly.

Return of
contribu-
tions.

Optional
retirement
at sixty.

Every by-law adopted under this section shall be submitted for the prior approval of the Superintendent of Insurance and of the Quebec Municipal Commission."

Approval
of by-law.

15. Section 547 of the act 19 George V, 1929, chapter 95, as amended by the act 1 George VI, chapter 102, section 78, is replaced by the following:

1929,
c. 95,
s. 547, re-
placed.

"**547.** The city may unite with the Government in appointing a town-planning commission for the embellishment of the whole extent of its territory. Such commission shall be composed of six members, three of whom, including the mayor *ex officio*, to be appointed by the council, and the other three by the Government. This commission shall be known under the name of "Quebec Town-Planning and Conservation Commission".

Town-
Planning
Commis-
sion.

Subject to the provisions of section 541, the said commission is authorized to divide the different parts of the city into a number of zones and shall have the said division approved by the council; it is authorized to control the architectural appearance and symmetry of the buildings in these various zones and, notwithstanding any building by-law, it may refuse its

Zoning
system.

Refusal of
permit.

refuser son approbation pour tout permis de construction, de réparation ou de démolition.

Municipalités
environnantes.

De plus, lorsqu'une rue ou avenue sera la ligne de division entre la cité de Québec et une municipalité adjacente, aucune construction ne pourra être érigée sur le côté de la rue ou avenue ne faisant pas partie de la cité, à moins que les plans de telles constructions ne soient préalablement approuvés par la Commission d'urbanisme et de conservation de Québec. La présente disposition s'applique à la construction sur le chemin Saint-Louis entre le chemin Belvédère et l'avenue Holland."

approval for any building, repairing or demolition permit.

Furthermore, when a street or avenue shall be the division line between the city of Quebec and an adjacent municipality, no buildings shall be erected on the side of the street or avenue that does not form part of the city unless the plans of such buildings be previously approved of by the Quebec Town-Planning and Conservation Commission. This provision shall apply to building on St. Louis Road between Belvédère Road and Holland Avenue."

Bordering
municipalities.

1929, c. 95,
a. 563,
remp.

16. L'article 563 de la loi 19 George V, chapitre 95 est remplacé par le suivant:

Traite-
ment du
recorder.

"**563.** Son traitement est fixé à sept mille dollars par année, payables mensuellement, par paiements égaux, à même les fonds de la cité."

16. Section 563 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following:

1929, c. 95,
s. 563, re-
placed.

"**563.** His salary shall be seven thousand dollars a year payable monthly in equal instalments, out of the funds of the city."

Record-
er's
salary.

1929, c. 95,
a. 565,
remp.

17. L'article 565 de la loi 19 George V, chapitre 95 est remplacé par le suivant:

Pension
du re-
corder.

"**565.** Si le recorder, après avoir agi comme tel durant vingt-cinq ans et avoir atteint l'âge de soixante et cinq ans se démet de sa charge, la cité devra lui payer une pension annuelle de six mille dollars et cette pension, qui commencera immédiatement après sa démission, lui sera payée mensuellement sa vie durant, comme pension insaisissable. Un recorder ainsi mis à sa pension aura, cependant, le droit de remplir les fonctions de recorder, au cas d'absence, de maladie, de récusation, ou à la demande du nouveau recorder."

17. Section 565 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following:

1929, c. 95,
s. 565, re-
placed.

"**565.** If the recorder, after twenty-five years' service and after having attained sixty-five years of age resigns, the city shall pay him an annual pension of six thousand dollars, and such pension shall begin to run immediately upon his resignation, shall be paid to him monthly, during his lifetime, and shall be exempt from seizure. A recorder thus pensioned shall have the right to discharge the duties of recorder in case of the absence, sickness, recusation, or at the request of the new recorder."

Record-
er's
pension.

1929, c. 95,
a. 565a-
565b, aj.

18. La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en ajoutant après l'article 565 les suivants:

Années de
service.

"**565a.** Il devra être tenu compte, dans la computation des années conférant le droit à la pension, des années pendant lesquelles un recorder de la cité a agi comme recorder suppléant ou assistant-recorder.

18. The act 19 George V, chapter 95, is amended by adding, after section 565 thereof, the following sections:

1929, c. 95,
ss. 565a,
565b,
added.

"**565a.** The years during which a city recorder has acted as deputy recorder or assistant recorder shall be taken into account in computing the years entitling him to the pension.

Years of
service.

Pension
aux veu-
ves de
recorders.

"**565b.** A compter du premier jour du mois qui suit la date du décès d'un recorder, une pension de mille cinq cents dollars par année sera payée à sa veuve, si le

"**565b.** From and after the first day of the month following the death of a recorder, a pension of one thousand five hundred dollars a year shall be paid to his

Pension to
recorder's
widow.

défunt, au moment de son décès, était à sa pension ou dans les conditions voulues pour l'obtenir en vertu des articles 564 et 565 de la présente loi. Cette pension sera payable à sa veuve sa vie durant et pendant viduité."

widow, if the deceased, at the time of his death, was on his pension or within the conditions required to obtain it under sections 564 and 565 of this act. Such pension shall be payable to his widow, for life, during her widowhood."

1929,
c. 95,
a. 566,
rempl.

19. L'article 566 de la loi 19 George V, chapitre 95 est remplacé par le suivant:

19. Section 566 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following:

1929,
c. 95,
s. 566, re-
placed.

Enquêtes
par le re-
corder.

"566. Le recorder et le recorder suppléant de la cité devront tenir, sans frais, sur demande du maire ou du conseil, des enquêtes, et assigner et entendre des témoins pour s'assurer de la valeur du recours qui est accordé par la loi à la cité pour se faire rembourser en tout ou en partie les frais de transport, d'entretien et de pension des personnes qui sont envoyées aux écoles de réforme, d'industrie, de détention, ou aux asiles d'aliénés ou aux institutions d'assistance publique. Ces enquêtes pourront se faire indifféremment avant ou après l'internement.

"566. The recorder and the deputy recorder of the city must, when required by the mayor or council, hold investigations without costs and summon and hear witnesses for ascertaining the value of the recourse granted by law to the city for obtaining the refund, wholly or in part, of the expense of transportation, maintenance and board of persons sent to reformatory or industrial schools, houses of detention, insane asylums or public charitable institutions. The said inquiries may be held indifferently before or after internment.

Investiga-
tions by
recorder.

Rémuné-
ration
addition-
nelle
prohibée.

Les prochains recorders et les recorders suppléants n'auront droit à aucune rémunération en outre du salaire fixé par la présente loi."

Future recorders and the deputy re-
corders shall not be entitled to any re-
muneration apart from the salary fixed by
this act."

Remuner-
ation
limited.

1929, c.
95, a. 567,
rempl.

20. L'article 567 de la loi 19 George V, chapitre 95 est remplacé par le suivant:

20. Section 567 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following:

1929,
c. 95,
s. 567, re-
placed.

Recorder
sup-
pléant.

"567. La couronne pourra, à la demande du conseil, nommer un recorder suppléant qui sera aussi un avocat inscrit au Barreau de la province de Québec, ayant au moins dix ans de pratique et dont le salaire ne dépassera pas cinq mille dollars, payables mensuellement, par paiements égaux, à même le fonds de la cité."

"567. The Crown, on the application of the council, may appoint a deputy recorder, who shall also be a barrister of the Province of Quebec, of at least ten years' standing, whose salary shall not exceed five thousand dollars a year, payable monthly, in equal payments, out of the funds of the city."

Deputy
recorder.

1939,
c. 102,
a. 27,
rempl.

21. L'article 27 de la loi 3 George VI, chapitre 102, est remplacé par le suivant:

21. Section 27 of the act 3 George VI, chapter 102, is replaced by the following:

1939,
c. 102,
s. 27, re-
placed.

S. R.,
c. 235,
a. 2, am.
pour la
cité.

"27. L'article 2 de la Loi relative à la destitution de certains officiers municipaux (Statuts refondus, 1941, chapitre 235) est modifié, pour la cité de Québec, en remplaçant le paragraphe 3° par le suivant :

"27. Section 2 of the Municipal Officers Dismissal Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 235) is amended, for the city, by replacing paragraph 3 thereof by the following paragraph:

R.S.,
c. 235, s. 2,
am. for
city.

"Officier
municipal".

"3° Les mots "officier municipal" désignent le trésorier, l'auditeur ou vérificateur, le médecin municipal ou le directeur

"3. The words "municipal officer" mean "the treasurer, the auditor or *vérificateur*, the municipal physician or the municipal

"Municipal officer".

municipal de l'hygiène, le directeur de la police de la cité ou la personne qui remplit dans la cité des fonctions analogues ainsi que l'ingénieur en chef et l'ingénieur de l'aqueduc."

director of health, the director of police of the city, or the person performing similar duties in the city, as well as the chief engineer and the waterworks engineer."

1943,
c. 50,
a. 15,
remp.

22. L'article 15 de la loi 7 George VI, chapitre 50 est remplacé par le suivant:

22. Section 15 of the act 7 George VI, chapter 50, is replaced by the following:

1943,
c. 50,
s. 15, re-
placed.

Subdivi-
sion pour
logements
ouvriers.

"15. Pour favoriser la construction de logements ouvriers, la cité est autorisée à faire, sur approbation préalable de la Commission d'urbanisme, une nouvelle subdivision, en lots de 15 pieds par 75 pieds, des lots 428, 429, 430, 566, 567 du cadastre officiel de St-Roch Nord, et des lots 721, 722 et 723 du cadastre de Charlesbourg, dont elle est maintenant propriétaire.

"15. To promote the construction of workmen's dwellings, the city is authorized to make, with the prior approval of the Town-Planning Commission, a new subdivision, into lots of 15 feet by 75 feet, of lots 428, 429, 430, 566 and 567 of the official cadastre of St. Roch North, and of lots 721, 722 and 723 of the cadastre of Charlesbourg, which now belong to the city.

Subdivi-
sion for
workmen's
dwellings.

Vente des
lots.

Les lots ainsi subdivisés pourront être vendus de gré à gré au prix de cinq dollars par lot, pourvu que l'acquéreur s'engage par contrat à ériger une maison d'habitation aux conditions suivantes:

The lots so subdivided may be sold by private sale at a price of five dollars per lot, provided that the acquirer undertakes by contract to erect a dwelling-house on the following conditions:

Sale of
lots.

Condi-
tions:

Maisons
d'un seul
logement.

1° Pour une maison d'un seul logement, il devra:

1. For a house containing a single dwelling he must:

Condi-
tions:

Single
dwellings.

a) Acheter au moins trois lots et pas plus de quatre;

a. Buy at least three lots and not more than four;

b) Construire, dans un délai de douze mois à compter de la date de la signature du contrat de vente des lots, une maison dont la valeur sera d'au moins deux mille dollars;

b. Build, within a delay of twelve months to be computed from the date of the signing of the contract of sale of the lots, a house of a value of at least two thousand dollars;

Duplex.

2° Pour une maison de deux logements ou "duplex", il devra:

2. For a house containing two dwellings or a "duplex", he must:

Duplex.

a) Acheter au moins quatre lots et pas plus de cinq;

a. Buy at least four lots and not more than five;

b) Construire, dans un délai de douze mois à compter de la date de la signature du contrat de vente des lots, une maison dont la valeur sera d'au moins trois mille dollars;

b. Build, within a delay of twelve months to be computed from the date of the signing of the contract of sale of the lots, a house of a value of at least three thousand dollars;

Espace
libre.

3° Dans les deux cas ci-dessus mentionnés l'acquéreur devra laisser vacante, de chaque côté de la maison, une lisière de terrain d'au moins dix pieds, de façon qu'il y ait une distance d'au moins vingt pieds entre chaque maison. Toutes les maisons ainsi construites bénéficieront de la commutation de taxes déjà accordée par l'article 282d édicté par l'article 26 de la loi 4 George VI chapitre 74 et ses amendements à condition que le propriétaire occupe sa maison, ou qu'il occupe

3. In both the cases mentioned above, the acquirer must leave a strip of vacant land of at least ten feet on each side of the house, so that there shall be a distance of at least twenty feet between each house. All houses so constructed shall have the benefit of the commutation of taxes already granted by section 282d, as enacted by the act 4 George VI, chapter 74, section 26, and its amendments, on condition that the owner occupy his house, or that he occupy one of the

Space be-
tween
buildings.

l'un des logements dans le cas d'une maison à deux logements ou d'un "duplex".

Maisons jumelles.

4° La cité pourra aussi permettre à des propriétaires différents d'ériger des maisons jumelles construites de façon qu'un des murs de côté soit sur la ligne de division des lots, aux conditions suivantes:

Chaque propriétaire devra:

a) Acheter au moins trois lots et pas plus de quatre;

b) Construire, sur chaque groupe de trois ou quatre lots, dans un délai de douze mois à compter de la date de la signature du contrat de vente des lots, une maison d'un seul logement dont la valeur sera d'au moins deux mille dollars.

Espace libre.

Dans le cas mentionné ci-dessus, chaque acquéreur devra laisser vacante, d'un côté de la maison, une lisière de terrain d'au moins dix pieds, de façon qu'il y ait au moins vingt pieds entre chaque construction de maisons jumelles.

Déclaration requise dans contrats.

La construction de maisons jumelles ne sera permise qu'à la condition expresse que les acheteurs en aient exprimé le désir et que les contrats de vente des lots en fassent mention d'une façon bien explicite.

Idem.

De plus, les propriétaires des lots qui projettent l'érection de telles maisons devront comparaître aux actes, afin de montrer, de façon non équivoque, l'intention de chacun de construire suivant le mode autorisé par le présent article.

Commutation de taxes.

Ces maisons bénéficieront aussi de la commutation de taxes édictée au paragraphe 3° ci-dessus."

Évaluation fixe à l'Army & Navy Veterans Association.

23. La cité est autorisée, par résolution de son conseil, à accorder une commutation de taxes à The Army & Navy Veterans, Quebec Unit No. 33, Building Association Inc., en fixant l'évaluation des immeubles dont ladite association est propriétaire actuellement et qui sont inscrits en son nom aux rôles de la cité, à la somme de deux cent mille dollars, sur laquelle évaluation seront basées les taxes de ladite association, pour une période de trois ans à compter du premier mai 1944.

Taxes scolaires.

Le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec et le bureau des commissaires d'écoles pro-

dwellings in the case of a house containing two dwellings or of a "duplex".

4. The city may also permit different owners to erect semi-detached houses, built so that one of the side walls is on the division line of the lots, upon the following conditions:

Semi-detached houses.

Each proprietor must:

a. Buy at least three lots and not more than four;

b. Build, on each group of three or four lots, within a delay of twelve months to be computed from the date of the signing of the contract of sale of the lots, a house containing a single dwelling, of a value of at least two thousand dollars.

In the case mentioned above, each acquirer must leave a strip of vacant land of at least ten feet on one side of the house so that there shall be at least twenty feet between each construction of semi-detached houses.

Space between buildings.

The building of semi-detached houses shall not be permitted except on the express condition that the buyers shall have expressed a desire therefor and that the contracts of sale of the lots mention same very explicitly.

Declaration in deeds.

Furthermore, the owners of lots who plan the erection of such houses must appear in the deeds, in order to show, unequivocally, each one's intention to build in the way authorized by this section.

Such houses shall also have the benefit of the commutation of taxes enacted in sub-paragraph 3 above."

Tax commutation.

23. The city is authorized to grant, by a resolution of its council, a commutation of taxes to The Army & Navy Veterans, Quebec Unit No. 33, Building Association Inc., by fixing the valuation of the immovables, now owned by the said association and entered in its name on the city's rolls, at the sum of two hundred thousand dollars, and the taxes of the said association shall be based upon such valuation for a period of three years to be computed from the 1st of May, 1944.

Commutation to Army & Navy Veterans Association of municipal taxes.

The Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Québec and the Protestant Board of School Commis-

Id., for school taxes.

testants de la cité de Québec, peuvent, par résolution, pour fins de taxes scolaires, accorder à The Army & Navy Veterans, Quebec Unit No. 33, Building Association Inc., la même commutation de taxes que ci-dessus.

sioners of the city of Quebec may, by resolution, for purposes of school taxes, grant The Army & Navy Veterans, Quebec Unit No. 33, Building Association Inc., the same commutation of taxes as is indicated above.

Membres
du Bureau
des com-
missaires
d'écoles
catholi-
ques
romains.

24. 1. Le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec se compose de neuf commissaires comme suit:

a) Le maire de la cité de Québec *ex officio* ou, s'il ne professe pas la religion catholique, une personne nommée pour la durée de ses fonctions, par le conseil de ladite cité;

b) Quatre commissaires, nommés pour trois ans, par le lieutenant-gouverneur en conseil;

c) Quatre commissaires, nommés pour trois ans, par le conseil de la cité de Québec.

Commen-
cement
du terme.

2. Les termes de trois ans prévus au présent article commencent le premier juillet suivant l'expiration du terme précédent.

Vacances.

3. Toute vacance par démission, décès, absence de la province ou autrement, est remplie d'après le mode de nomination du commissaire à remplacer et pour le temps seulement pendant lequel la personne à remplacer serait demeurée en office, et lorsqu'une nomination aura été faite par le lieutenant-gouverneur en conseil parce que la cité aura négligé de la faire, le commissaire ainsi nommé sera, pour les fins du présent article, censé avoir été nommé par le conseil de la cité.

Maire
déjà com-
missaire.

4. Si, lors de son élection, le maire de la cité de Québec est commissaire d'écoles à un autre titre, la charge qu'il occupait à ce titre deviendra vacante et la vacance sera remplie en la manière prévue au paragraphe précédent du présent article.

Nomina-
tion par
lt-gouv.
en conseil.

5. Si vingt jours avant l'expiration du terme d'office d'un commissaire nommé par la cité de Québec ou vingt jours après la survenance d'une vacance dans la charge d'un tel commissaire, le conseil de la cité a fait défaut de faire la nomination et de la signifier par écrit au surintendant de l'instruction publique, le lieutenant-gou-

24. 1. The Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Quebec shall consist of nine commissioners, namely:

Composi-
tion of
Roman
Catholic
school
board.

a. The mayor of the city of Quebec, *ex officio*, or, if he does not profess the Roman Catholic religion, a person appointed by the council of the city of Quebec for the period of his tenure of office;

b. Four commissioners, appointed for three years by the Lieutenant-Governor in Council;

c. Four commissioners, appointed for three years by the council of the city of Quebec.

2. The terms of three years contemplated in this section shall begin on the 1st of July following the expiration of the previous term.

Com-
mence-
ment of
terms.

3. Any vacancy due to resignation, death, absence from the Province or other cause shall be filled in the manner in which the commissioner to be replaced is appointed and for the time only during which the person to be replaced would have remained in office; and when an appointment has been made by the Lieutenant-Governor in Council because the city of Quebec has neglected to make it, the commissioner so appointed shall, for the purposes of this section, be deemed to have been appointed by the city council.

Vacancies.

4. If, at the time of his election, the mayor of the city of Quebec is a school commissioner in some other capacity, the position he held in that capacity shall become vacant and the vacancy shall be filled in the manner contemplated in the preceding subsection of this section.

Mayor al-
ready a
commis-
sioner.

5. If, twenty days before the expiration of the term of office of a commissioner appointed by the city of Quebec, or twenty days after a vacancy occurs in the office of such a commissioner, the city council fails to make the appointment and notify the Superintendent of Education thereof in writing, the Lieutenant-

Appoint-
ment by
Lt.-Gov-
ernor in
Council.

verneur en conseil pourra faire la nomination.

Commis-
saires
actuels.

6. Les personnes occupant actuellement la charge de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec continueront d'occuper cette charge pour le terme pour lequel elles ont été respectivement nommées, sauf à être remplacées au cas de vacance pour le reste de ce terme. Toutefois, des trois personnes qui ont été nommées par le conseil de la cité de Québec en 1943, l'une sortira de charge le premier juillet 1944 et une autre, le premier juillet 1945. Les commissaires dont la durée des fonctions sera ainsi abrégée seront désignés par le sort à une assemblée du Bureau.

1869, c. 16, aa. 17-20; 1890, c. 52, aa. 1, 2; 1912, c. 28, aa. 1, 2; 1934, c. 87, a. 10, ab. pour com-
mission.

7. Sont abrogés pour le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, les articles 17, 18, 19 et 20 de la loi 32 Victoria, chapitre 16, les articles 1 et 2 de la loi 54 Victoria, chapitre 52, les articles 1 et 2 de la loi 3 George V, chapitre 28 et l'article 10 de la loi 24 George V, chapitre 87.

Commu-
tation
d'évalua-
tion de
certaines
maisons.

25. La cité est autorisée à accorder annuellement par résolution de son Conseil, à tout individu qui par lui-même ou avec l'aide d'un syndicat formé en vertu de la Loi des syndicats coopératifs construira une maison à famille unique, avant le 1er septembre 1946, une commutation de l'évaluation de cet immeuble comme suit:

Étendue
de la com-
mutation.

Pendant une période n'excédant pas vingt ans, l'évaluation pour fins municipales et scolaires pourra être de cinquante pour cent de la valeur réelle cotisée, à condition que cette valeur réelle ne dépasse pas cinq mille dollars; et les taxes, sauf la taxe d'eau, seront payées d'après l'évaluation établie au présent article.

Extension
du privi-
lège.

Ce privilège pourra être étendu à toute propriété d'un seul logement, détachée ou semi-détachée, construite sur des lots acquis en vertu de l'article 15 de la loi 7 George VI, chapitre 50 et ses amendements.

Condi-
tions.

Dans tous les cas ci-dessus mentionnés le propriétaire devra habiter sa maison et il n'aura droit à aucune autre commutation d'évaluation ou de taxes.

Governor in Council may make the appointment.

6. The persons now holding office as Roman Catholic School Commissioners of the city of Quebec shall continue to hold such office for the period for which they were respectively appointed, subject to replacement for the balance of such period in the case of vacancy. Nevertheless, of the three persons appointed by the council of the city of Quebec in 1943, one shall retire on the first of July, 1944, and another on the first of July, 1945. The commissioners whose terms of office are to be so curtailed shall be chosen by lot at a meeting of the Board.

Present
commis-
sioners.

7. Sections 17, 18, 19 and 20 of the act 32 Victoria, chapter 16; sections 1 and 2 of the act 54 Victoria, chapter 52; sections 1 and 2 of the act 3 George V, chapter 28, and section 10 of the act 24 George V, chapter 87, are repealed for the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Quebec.

1869, c. 16, ss. 17-20; 1890, c. 52, ss. 1, 2; 1912, c. 28, ss. 1, 2; 1934, c. 87, s. 10, repealed for Board.

25. The city is authorized to grant yearly, by resolution of its council, to any person who, himself or with the assistance of a syndicate formed under the Cooperative Syndicates Act, shall build a one-family house, before the 1st of September, 1946, a commutation of the valuation of such immovable as follows:

Commuta-
tion of
valuation
of certain
houses.

For a period not exceeding twenty years, the valuation for municipal and school purposes may be at fifty per cent of the assessed real value, upon the condition that such real value does not exceed five thousand dollars; and the taxes, except the water tax, shall be paid according to the valuation established in this section.

Extent of
commuta-
tion.

This privilege may be extended to any single-dwelling detached or semi-detached property built on lots acquired in virtue of section 15 of the act 7 George VI, chapter 50, and its amendments.

Extension
of privi-
ledge.

In all the above-mentioned cases, the owner must inhabit his house and shall not be entitled to any other commutation of valuation or taxes.

Condi-
tions.

1935,
c. 111,
a. 8, am.

26. L'article 8 de la loi 25-26 George V, chapitre 111 est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

Congés.

"Les personnes employées à l'exécution de travaux autorisés par le présent article pourront bénéficier de congés semblables à ceux accordés aux autres employés des services extérieurs de la cité."

Taxes
après
budget
pour 1944-
1945.

27. Pour l'année fiscale 1944-1945, des taxes personnelles ou spéciales et des licences pourront être imposées après l'adoption du budget, mais avant le premier juillet 1944.

Commu-
tation à
Château
Frontenac
Hotel Co.

28. La cité est autorisée à accorder, par résolution de son conseil, à Château Frontenac Hotel Company une commutation de taxes pour une période de onze ans à compter du premier mai 1942, en fixant l'évaluation des immeubles formant l'hôtel Château Frontenac à la somme de trois millions cinq cent mille dollars pour l'année fiscale 1942-43, avec réduction annuelle de cent mille dollars pendant dix ans de façon à atteindre un maximum de deux millions cinq cent mille dollars pour l'année fiscale 1952-1953.

Entrée en
vigueur.

29. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

26. Section 8 of the act 25-26 George V, chapter 111, is amended by adding the following paragraph:

1935,
c. 111,
s. 8, am.

"Persons employed in the carrying out of the works authorized by this section shall be entitled to holidays similar to those granted to the other employees of the outside services of the city."

27. For the fiscal year 1944-45, personal or special taxes and licenses may be imposed after the adoption of the budget, but before the first of July, 1944.

Taxes
after
budget
for 1944-
45.

28. The city is authorized to grant, by resolution of its council, to the Château Frontenac Hotel Company a commutation of taxes for a period of eleven years from the first of May 1942, by fixing the valuation of the immoveables forming the Château Frontenac hotel at the sum of three million five hundred thousand dollars for the fiscal year 1942-43, with an annual reduction of one hundred thousand dollars during ten years so as to attain a maximum of two million five hundred thousand dollars for the fiscal year 1952-1953.

Commu-
tation to
Château
Frontenac
Hotel Co.

29. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.